Copyright admin mcabon@gmail.com

Statut du Sahara occidental. Le Maroc ne veut pas prêcher dans le désert à Washington

Quand on pense au lobbying, on pense généralement aux entreprises industrielles désireuses d'éviter des législations trop contraignantes ou encore leur permettant d'ouvrir de nouveaux marchés. Elles ne sont pas les seules à chercher à influencer les politiques. Du lobbying inter-état a cours également. C'est ce que le Maroc entreprend depuis plusieurs années à destination des parlementaires américains. Depuis l'indépendance accordée par l'Espagne au Sahara occidental en 1975, le Maroc lorgne sur ce morceau de désert bercé par l'océan atlantique. Il prend possession, après la marche verte, de deux tiers du territoire du Sahara occidental laissant le solde à la Mauritanie qui l'abandonnera assez vite. Chez les sarahouis, l'affaire est d'autant mal passé qu'autonomie promises par Rabat n'a jamais dépassé le stade des intentions même si, depuis quelques années, le royaume de Mohammed VI cherche à promouvoir le tourisme au Sahara occidental et à préserver le climat social de tensions économiques qui pourraient très vite déboucher sur une recrudescence de la rébellion. En matière de communication, on le voit sur ce site pro-Rabat le Marco dispose d'une longueur d'avance. De son côté, le front polisario tente le coup avec une chaîne de télévision.

Sahara occidental - Frontières et ressources (2002)
Source : Documentation photographique n° 8027

« Quand t'es dans le désert depuis trop longtemps… »

Dans cette affaire, le Maroc a un opposant de poids, l'Algérie qui voit d'un mauvais œil son voisin disposer du Sahara occidental et ses 266.000 km2. Ainsi, Alger a soutenu tant qu'elle a pu le front polisario, principale organisation d'opposition au Maroc, comme l'explique Bernard Lugan, spécialiste de l'Afrique et enseignant à l'université de Lyon III, dans cette vidéo, qui insiste sur les intérêts géopolitiques des deux parties et sur le « complexe d'infériorité des algériens à l'égard des marocains ».

[dailymotion]http://www.dailymotion.com/video/x9y47y_bernard-lugan-maroc-sahara-part-2_news[/dailymotion]

Néanmoins, si le temps qui passe a été un avantage pour le Maroc qui pouvait dès lors justifier de sa présence, les choses changent face à une communauté internationalelasse de conflit larvé aujourd'hui plus que trentenaire. Le mur de 2.700 km construit par le Maroc et surveillé par d'importantes forces armées rappelle de mauvais souvenirs.

Influence marocaine et contre-influence algérienne

Afin que la communauté internationale ne s'intéresse que de loin à cette querelle territoriale, les deux pays maghrébins ont entrepri s des actions de lobbyingau Congrès américain. Les moyens investis sont importants. Comme nous l'indique cet article,l'Algérie a dépensé 416.000 dollars pour contacter 36 parlementaires américains et le Maroc 3,4 millions de dollars pour 305 contacts. Ces chiffres, nous les connaissons car dans le cadre du Foreign Agents Registration Act (FARA) dans un rapport annuel que l'on pourra lire ici,les gouvernements étrangers sont dans l'obligation de communiquer leurs dépenses en matière de lobbying aux Etats-Unis. Le Maroc a ainsi été, disent les auteurs, l'un des principaux gouvernements lobbyistes. Et cela a fonctionné puisque le gouvernement Bush, répondant à la requête de près de 200 parlementaires américains, a acté son soutien au Maroc dans ce cadre. Barack Obama n'a pas dit autre chose d'ailleurs en juillet 2009en rappelant la nécessité d'une négociation transparente avec les parties concernées sans condamner explicitement, ce qui était la crainte du Maroc, la position chérifienne en la matière. Quand à la France, ancienne puissance coloniale de la région, elle use d'un langage très diplomatique par la voix de son représentant aux Nations Unies en avril 2009: "il n'y pas d'autre solution qu'une solution politique négociée et mutuellement acceptable à la question du Sahara occidental, dont le règlement demeure, chacun en est bien convaincu, une nécessité pour le Sahara mais aussi l'ensemble de la région du Maghreb". Une langue de bois qui a l'avantage de n'agacer personne même si la tentative de créer un groupe d'études sur le Sahara occidental à l'Assemblée ne semble pas du goût de tout le monde

Mikaël Cabon